

Ceci n'est pas une théorie du complot

Louis Hamelin

Numéro 329, hiver 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94657ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hamelin, L. (2021). Ceci n'est pas une théorie du complot. *Liberté*, (329), 35–39.

Ceci n'est pas une théorie du complot

Cinquante ans plus tard, l'affaire Laporte est loin d'être parfaitement éclaircie. L'État canadien ne trouvait-il pas au fond son intérêt vis-à-vis de l'opinion dans ce crime spectaculaire ? Difficile, à l'heure du conspirationnisme tous azimuts, de démêler posément les fils de cette sombre histoire...

Par Louis Hamelin

Il m'arrive de m'ennuyer de l'époque où un « conspirationniste », c'était quelqu'un qui croyait que John F. Kennedy n'avait pas été assassiné par un tireur solitaire, car alors que faire de Jack Ruby, ce cabaretier couvert de dettes et lié au crime organisé qui avait commodément fait disparaître le suspect et principal témoin de l'attentat contre le président ? Une supposition somme toute très raisonnable. Aujourd'hui, un « complotiste », c'est quelqu'un qui croit que le virus de la covid-19 a été fabriqué en laboratoire par Bill Gates et par les Chinois dans le but d'implanter sous la peau de chaque humain une puce électronique déguisée en vaccin et contrôlée par les ondes cellulaires des futures tours 5G. Et que de louches cirrus, les *chemtrails*, sont en réalité des nuées d'antidépresseurs secrètement vaporisés par les gouvernements pour rendre leurs administrés plus dociles. Sans parler de la gigantesque conspiration internationale ourdie depuis l'Antiquité pour cacher aux habitants de la Terre que Pythagore, Platon et Aristote étaient dans le champ et que notre planète est en réalité aussi plate que la banlieue de Winnipeg !

Je veux bien reconnaître que les tenants de ces thèses divertissantes ont de l'imagination – et souvent aussi autre chose – à revendre, et que lorsqu'ils daignent s'aventurer hors de l'atmosphère confortablement saturée de délires solipsistiques de leurs repaires internautiques, leurs manifestations pro-Trump-et-autres-gogos ne sont rien de moins que pittoresques.

Mais le conspirationnisme – continuons de le nommer ainsi pour l'instant – ne saurait se définir uniquement par ses excès. Pas plus que les outrances verbales de cette évangéliste américaine qui clamait que le sang de Jésus, dans lequel elle prétendait baigner, la protégeait de la covid-19 n'invalident la quête spirituelle de l'honnête quidam de culture catholique à qui viendrait l'idée de s'interroger méthodiquement sur l'existence de Dieu.

Pour parler de la crise d'Octobre de 1970, dont le Québec

commémorait cet automne le cinquantième anniversaire, et pour examiner, plus particulièrement, les circonstances de la célèbre affaire Laporte, je vais maintenant délaissier les termes « conspiration » et « complot », trop lourdement connotés par une certaine actualité, et les remplacer par l'expression *manipulations politico-policières*, qui a l'avantage d'être à la fois plus juste et plus difficile à écarter d'emblée, dans la mesure où, contrairement à ces deux termes honnis, elle ne se voit pas automatiquement disqualifiée en tant qu'idée relevant du domaine du possible par la faute d'une bande d'illuminés tirant sur tout ce qui bouge dans le Far Web.

Or, les manipulations politico-policières existent. Certaines ont été démontrées, et ça n'a rien à voir avec le beau-frère de la voisine qui vous raconte qu'Hillary Clinton est une reptilienne notoire – en fait, il a dit *reptoïde*, car les synonymes sont aux complotistes ce que la métaphore est à Marcel Proust. Non, je parle du type de machinations du pouvoir auquel appartient un coup fourré d'État comme celui du *Jubilee Plot*, dont l'existence nous est connue grâce au travail de l'historien Christy Campbell. Le *Globe and Mail* n'a rien d'une feuille conspirationniste à deux sous. C'est pourtant à la une de ce quotidien qu'est paru, en mai 2002, l'article d'Andrew Roberts relatant la découverte de Campbell, lequel démontrait, preuves documentaires à l'appui, qu'un célèbre projet d'attentat des séparatistes irlandais contre la reine Victoria, déjoué in extremis en 1887 – l'année de son jubilé d'or –, était en réalité un coup monté de toutes pièces par les services secrets britanniques. L'un des documents exhumés par Campbell portait, démocratie parlementaire oblige, la signature du premier ministre anglais du temps, lord Salisbury. Par cette opération de l'ombre, on espérait compromettre quelques vrais terroristes, mais aussi salir par association le mouvement indépendantiste légal. Le secret aura tenu un peu plus d'un siècle. Mais justement, direz-vous : c'était il y a longtemps. Une sombre manœuvre de ce genre est impensable dans notre monde surinformé. Vraiment ?

Le 2 juin 2006, dix-sept jeunes de Toronto sont arrêtés et accusés d'avoir fomenté des attentats terroristes inspirés par Al-Qaïda. Les images du déploiement policier – membres des forces spéciales pointant leurs fusils mitrailleurs comme dans une scène de *24 h chrono*, tireurs d'élite juchés sur les toits – sont aussi spectaculaires que sont horribles les desseins prêtés à ces garçons qui, pour la plupart, sortaient à peine de l'adolescence. Au cours des semaines suivantes, on apprendra – sous la plume, entre autres, d'André Noël de

La Presse – que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) possédait un « agent-source » au sein de cette présumée cellule terroriste que les services secrets canadiens avaient à l'œil depuis environ deux ans. Les apprentis terroristes étaient d'ailleurs au courant de la surveillance dont ils étaient l'objet. Pourquoi, se sont alors demandé quelques journalistes, ne pas les avoir appréhendés en décembre de l'année précédente, au moment où leur camp d'entraînement du nord de l'Ontario était encerclé par un impressionnant et coûteux dispositif militaro-policiier et qu'on possédait déjà assez de preuves pour les mettre hors d'état de nuire ?

Que s'est-il réellement passé, pendant la semaine du 10 au 17 octobre 1970, rue Armstrong ?

Il se trouve que le spectacle de juin 2006 arrivait juste à point pour le SCRS et la GRC. Quelques semaines plus tard devait avoir lieu, à la Chambre des communes, un vote crucial sur la reconduction et la révision des lois antiterroristes draconiennes adoptées après les attentats du World Trade Center. Au même moment, la Cour suprême du pays se penchait sur la légalité des « certificats de sécurité » permettant à ce même SCRS d'expulser ou d'emprisonner sans aucune preuve les immigrants et les réfugiés soupçonnés de sympathies terroristes. Après le show de Toronto, tandis que le *Globe and Mail* s'empresait, en éditorial, de condamner à l'avance tout affaiblissement de la loi antiterroriste, le *National Post* réclamait, de son côté, des milliards pour engraisser les budgets des forces de l'ordre. Mission accomplie ?

Difficile de lire ce qui précède et de ne pas penser au Front de libération du Québec (FLQ). À première vue, les ingrédients sont les mêmes : explosifs fournis par des policiers en civil ; jeunes terroristes dont les projets sont suivis avec attention par les forces de sécurité et qui profitent d'une apparente impunité et des « maladroites » de la police pour consolider leur réseau ; agents infiltrés qui poussent à l'action ; rafles policières déclenchées avec un parfait timing. Le groupe étant surveillé, à partir d'un certain point, les arrestations peuvent survenir n'importe quand. Alors pourquoi ne pas leur conférer un maximum de retombées médiatico-politiques ? Pour l'État, apparemment, couvrir un groupe terroriste par l'intermédiaire de ses services de sécurité peut se révéler payant. L'affaire de Toronto est la parfaite illustration d'une manipulation politico-policière. Et la crise d'Octobre ?

✱

Du point de vue méthodologique, le journalisme d'enquête se situe aux antipodes du complotisme ordinaire. Faire des liens constitue un aspect essentiel de ces deux démarches

intellectuelles. Mais là où le journaliste qui suit une piste procède par recoupements, le second procède par agglutination. C'est pourquoi l'horizon infini d'une floraison instantanée de liens toujours plus nombreux qu'est internet voit prospérer la pensée du complot comme nulle part ailleurs. Cette pure accumulation de liens tissés comme si leur multiplication frénétique était le principe même de la recherche produit une inflation du sens.

J'éprouve de l'attachement pour les traditions d'un journalisme de terrain dont on s'est longtemps évertué à prédire la disparition, quand on ne le qualifiait pas de cadavre encore chaud de la faune médiatique. Il se trouve que les deux plus grandes enquêtes journalistiques consacrées aux événements d'Octobre ont été le fait de médias canadiens qui ne sauraient être confondus avec des organes conspirationnistes : le *Toronto Star* et la vénérable Canadian Broadcasting Corporation (CBC).

Dans le premier, on apprendait, à l'été 1973, sous la plume d'un dénommé Ron Lebel et d'une future légende du journalisme, le francophile Robert McKenzie, à quel point le réseau Rose-Lancôt du FLQ, auteur de la désastreuse campagne d'enlèvements de l'automne 1970, avait été percé à jour par les services de sécurité dans les mois qui ont précédé la crise d'Octobre. Le noyau de ce réseau était né en juin 1968 dans la foulée d'un défilé de la Saint-Jean où la police avait joué du gourdin avec un enthousiasme qui ferait passer les escouades antiémeutes de 2012 pour des clubs de tricot. Compileur, avec Jacques Lanctôt, d'un livre de témoignages accusateur paru au lendemain de ce massacre, Paul Rose allait, au cours des deux années suivantes, comparaître quelque dix-sept fois en cour pour divers délits, sans même compter ses visites au palais de justice de Percé où, à l'été 1969, la saga de la Maison du pêcheur le fit définitivement accéder au *Who's Who* de la jeunesse contestataire. Toute cette visibilité ferait de son supposé passage à la clandestinité, l'année suivante, une stratégie pas très évidente, pour ne pas dire douteuse : « l'escouade antiterroriste avait surveillé Rose de près pendant deux ans et avait même repéré le bungalow qui lui servait de planque au 5630 de la rue Armstrong, à Saint-Hubert, quatre mois avant les kidnappings » (ma traduction), concluaient Lebel et McKenzie dans le deuxième article de leur substantielle série de l'été 1973. Quatre mois avant les kidnappings, ça veut dire juin 1970. Précisément le moment où l'escouade antiterroriste mettait de la pression sur le réseau en démantelant une première cellule du groupe à Prévost, puis en resserrant les mailles du filet autour de la future « prison du peuple » de Paul Rose dans une ferme de l'Estrie.

En 1975, la CBC lâcha sur le terrain une équipe de vingt journalistes et chercheurs – dont un autre grand nom de la profession, le Québécois Louis Martin – qui écumèrent le Québec pendant plusieurs mois pour accoucher d'un documentaire de deux heures et demie intitulé *The October Crisis*. On y découvrait, entre autres, que l'ensemble des forces policières et militaires du Québec avait été placées sur un pied d'alerte *une semaine avant* le premier enlèvement, celui du diplomate anglais James Richard Cross, le 5 octobre. Vive la prévention !

Je répète qu'il ne s'agit pas là des élucubrations du beau-frère de votre voisine dénonçant le complot des reptiliens qui sont en train de s'emparer des commandes de notre

belle planète. Je vous parle ici de bon vieux journalisme à l'ancienne, avec des êtres humains qui vont sur le terrain, qui passent des coups de fil, qui rencontrent d'autres êtres humains, qui les font parler et qui prennent des notes. Si ça se trouve, ils contre-vérifient même les informations obtenues !

J'ai aussi lu, bien entendu, la série d'articles parus sous la signature de Pierre Vallières dans le défunt *Journal* en 1975, et dont l'essentiel serait repris en 1977 dans son livre *L'exécution de Pierre Laporte. Les dessous de l'opération Essai*. Vallières était arrivé, au sujet de la surveillance policière du réseau Rose-Lanctôt, à des conclusions identiques à celles de ses homologues ontariens : les felquistes eux-mêmes, ceux de la future cellule Libération en particulier, qui allaient bientôt faire bande à part, s'étaient convaincus, à l'été 1970, que leur quartier général de la rue Armstrong était « brûlé », que ce lieu de réunion qui, depuis le printemps, voyait défilier les jeunes radicaux avait été repéré par la police. Mais Vallières est à lire avec des pincettes. L'homme est entier, il embrasse large, nous ensevelit sous une mitraille de questions partant dans toutes les directions. Commando de l'armée canadienne venu finir la besogne, faux rapport d'autopsie... Il ébranlait la Version officielle à la manière d'un original fonçant tête basse. Sans compter que la crédibilité de cet ancien idéologue du FLQ tout juste rallié au Parti québécois pouvait laisser à désirer. Mais surtout, le style de Vallières, cette manière de quitter la mince glace des faits pour sauter sans prévenir d'une conclusion fracassante à l'autre, trahissait un défaut de méthode qui, avec le recul, m'apparaît consubstantiel à une certaine pensée qu'il faut bien appeler « conspirationniste ». Ce défaut, c'est la recherche d'une vérité toute nue, toute simple, c'est la quête obsessionnelle de la théorie définitive, unificatrice, en forme d'explication unique. La petite poignée d'individus dotés du pouvoir machiavélique de contrôler les destins. Il y a, à la source du complotisme, ce désir désespéré de réduire la complexité du monde et la profondeur du réel.

Jacques Ferron, autre obsédé d'Octobre, avait le même problème. Pour lui, la crise d'Octobre n'était rien de plus qu'un épiphénomène du mouvement souterrain créé par le Projet Revolt, cette entreprise américaine top secrète et tentaculaire qui avait, croyait-il, transformé le Québec des années 1960 en champ d'expérimentation des techniques de lutte antisubversive des armées secrètes de l'Occident. Dans ses moments de pur délire, l'auteur des *Historiettes* était même capable de faire entrer l'Opus Dei dans l'équation. Je ne dis pas que c'est impossible. Je n'affirme même pas, ici, que le docteur Ferron n'avait pas raison. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que la vérification d'une telle hypothèse n'est pas aisée, et qu'elle risque même, à la longue, de se révéler particulièrement fastidieuse.

Plus conscient, peut-être, de mes limites, j'ai choisi, en fouillant cette histoire il y a dix-huit ans pour écrire un roman intitulé *La constellation du Lynx*, de me détourner, fût-ce provisoirement, des visées de la CIA, du Pentagone et autres hautes sphères du monde du renseignement et du complexe militaro-industriel pour m'intéresser à une rue, fameuse, défunte, située au milieu de nulle part, à Saint-Hubert. Spéculer sur l'implication de la CIA est relativement facile, comparé au problème plus épineux consistant à déterminer, en faisant appel à tous les instruments à notre disposition – visites sur le terrain, dépositions aux procès, témoignages

écrits, entrevues, émissions de radio, articles de journaux, reportages photo, films, fictions, propos recueillis auprès des voisins, déclarations de la police, etc. –, la meilleure réponse à la question suivante : Que s'est-il réellement passé, pendant la semaine du 10 au 17 octobre 1970, rue Armstrong ?

✱

Écarter les suspects que me proposaient des théories du complot toutes plus *hot* les unes que les autres a représenté un travail appréciable. À la fin, je me suis retrouvé devant une scène dont la vérité continue de résister à notre histoire collective – il faut entendre l'hallucinant silence de Paul Rose et de Bernard Lortie dans *La crise d'Octobre vécue de l'intérieur*, série radiophonique de cinq heures diffusée en 2015, où l'on passe sans explication d'un Pierre Laporte de bonne humeur écrivant des lettres optimistes à ses proches au cadavre du même homme fourré dans le coffre d'une Chevrolet. Cette vérité, c'est que l'otage de la cellule Chénier a été « accidentellement » étranglé alors qu'il tentait d'échapper à ses ravisseurs au moment où ceux-ci s'efforçaient de l'embarquer dans le coffre d'une voiture pour le déplacer. Là-dessus, je tombe d'accord, en gros, avec la version proposée par le rapport Duchaine (1980), ne faisant pas grand cas des prétentions des felquistes eux-mêmes, qui, dans l'après-coup, ont tenté de rattraper l'Histoire en inventant la fable d'une exécution politique.

Si d'aucuns peuvent aujourd'hui m'accoler l'étiquette intellectuellement infamante de « conspirationniste », c'est à cause d'une seule affirmation, qui me semble tout aussi vraie maintenant qu'il y a dix ans, et qui est tout de même d'une portée considérable : les limiers de l'escouade antiterroriste, ou Combined Anti-Terrorist Squad (CATS), connaissaient le quartier général où le groupe de Paul Rose, à la suite d'un enlèvement complètement improvisé, a choisi de séquestrer son otage. La surveillance plus ou moins rapprochée exercée autour de ce repaire par la CATS, peut-être appuyée par d'autres forces de sécurité, s'est vraisemblablement poursuivie au moment où le ministre y était amené et gardé en captivité. Si je poursuivais une démarche scientifique, ce serait mon hypothèse de départ, celle qui permet d'expliquer tous les faits observés.

✱

Le 19 octobre 1970 au matin, tandis que se poursuit, rue Armstrong, la perquisition de la planque découverte, dit-on, à la suite d'un coup de téléphone anonyme, le sergent-détective Albert Lisacek, de la Police provinciale (comme on disait à l'époque), confie à des journalistes accourus sur les lieux que la maison voisine de la base d'opérations du FLQ, distante d'à peine quelques mètres, a elle aussi abrité des « felquistes connus », mais que, selon les dépositions recueillies auprès des autres habitants de la rue, ceux-là ont vidé la place près d'un mois auparavant. Laps de temps qui correspond, à deux jours près, au moment où les occupants du repaire sis au 5630 de la rue Armstrong (les frères Rose et Francis Simard) partaient en mission de financement aux États-Unis. Y avait-il erreur sur les personnes ? On aurait confondu les résidents de ces deux demeures presque collées ?

Pas impossible. Mais les mêmes résidents, toujours d'après la déclaration de Lisacek aux reporters, avaient aussi aperçu, arrêtée devant cette maison voisine le soir de la découverte du corps de l'otage, une voiture tirant une remorque dans laquelle quelqu'un entassait des affaires. Et là, aucune confusion possible : nul récit de cette semaine clé de notre histoire n'a jamais mentionné l'existence d'une telle remorque, ni d'ailleurs de la moindre tentative d'emporter quelque objet compromettant que ce soit d'une planque où tout, jusqu'au matelas et aux bandes de tissu souillées du sang de la victime, paraissait au contraire avoir été abandonné à la hâte.

Je récapitule : en septembre, par un singulier hasard, les occupants du 5630 de la rue Armstrong et ceux de la maison voisine ont quitté leur bungalow à peu près en même temps. Le soir du 17 octobre, après que les premiers ont eu déserté le secteur pour de bon, les seconds étaient de retour pour déplacer du matériel à l'aide d'une remorque.

L'identité de ces voisins demeure à ce jour un mystère. Francis Simard, dans *Pour en finir avec Octobre*, a raconté une descente de police à la maison d'à côté (le voisin de gauche, puisqu'à droite du 5630 s'étendait un terrain vague) survenue au beau milieu de la semaine fatidique. L'opération, apparemment, n'a pas laissé de traces. Les policiers seraient passés à quelques mètres de Pierre Laporte trois jours avant sa mort et il n'en aurait jamais été question publiquement ?

Cette même semaine, le 13 octobre, des policiers ont repéré Paul Rose sur la Rive-Sud et l'ont pris en filature. Ils l'ont perdu une première fois, l'ont retrouvé, reperdu... Le récit de cet épisode par Francis Simard, repris au grand écran par Pierre Falardeau (*Octobre*), est vraiment ahurissant, à hurler de rire. On y voit des flics en civil debout au coin de la rue, aussi visibles que le nez au milieu du visage. Et parlant de visage, il est très possible que Rose, après s'être réfugié chez des amis et avoir passé l'après-midi devant un match de la Série mondiale de baseball, soit parvenu à modifier le sien à coups de brique. Mais soyons clair : Paul Rose est alors, depuis au moins vingt-quatre heures, le principal suspect de l'enlèvement du vice-premier ministre du Québec, et les policiers ont eu tout un après-midi pour resserrer les mailles de leur filet et monter un dispositif de surveillance digne de ce qui va bientôt être baptisé « la plus grande chasse à l'homme de l'histoire du Canada ». Or, la manière dont l'aîné des Rose va échapper une seconde fois aux griffes des limiers laisse pour le moins songeur.

Je cite le rapport Duchaine : « Un policier s'approche alors de la voiture et ne procède pas de façon formelle à l'identification de ses quatre occupants, parmi lesquels se trouve Paul Rose. Le policier se contente de regarder l'intérieur de la voiture et, ne reconnaissant pas Rose, il retourne à son poste d'observation et déclare que le suspect n'est pas dans la voiture. » Quand je lis ce passage, je me sens traité, comme citoyen du Québec, en parfait abruti. Mais tant l'historien par défaut du FLQ, Louis Fournier, que l'auteur du rapport Duchaine ont avalé cette énormité sans broncher, comme si aucun des deux n'avait jamais pris la peine de s'informer de la manière dont se déroule, dans la réalité, une opération de filature policière le moins sérieuse.

Si les deux agents en civil ayant emboîté le pas à Rose à la station de métro Longueuil ce jour-là étaient des amateurs ou des incompetents, absolument rien ne peut expliquer

l'absence, au cours des heures suivantes, des renforts qui auraient permis de cerner un domicile abritant de probables complices des ravisseurs, puis de filer le train, sait-on jamais, à la voiture qui s'en éloignait.

En fait, il y a bien une explication, mais il faut recourir à un concept policier pour éclairer le sens de la rocambolesque cavale de Paul Rose. Questionné, quelques années plus tard, sur les diverses tactiques de harcèlement relevant de la guerre psychologique alors menée par les forces de l'ordre, le sergent Donald McCleery, de la GRC, parlerait, devant la commission Keable (Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois), de « filatures ouvertes ». Une filature ouverte, comme son nom l'indique, est une opération que les policiers mènent au grand jour, sans se cacher le moins du monde. Cette forme d'intimidation servait, entre autres, à mettre de la pression sur un suspect pour le « neutraliser » ou l'inciter à commettre des erreurs. L'incompétence policière a ses limites, et comme l'a écrit Norman Mailer : « Aucune couverture n'est plus confortable pour une opération clandestine que l'apparence de l'inefficacité. » Le 13 octobre, Paul Rose s'est de toute évidence retrouvé au centre de ce jeu du chat et de la souris qu'on appelle, à la GRC, une « filature ouverte ». On a eu beau jeu de prétendre, ensuite, que les agents n'avaient pas appréhendé Rose parce qu'ils croyaient qu'il les conduirait à l'otage. Mais espéraient-ils vraiment parvenir à ce résultat en s'attachant à ses pas sans faire le moindre effort pour se dissimuler ?

Si la version officielle des événements d'Octobre est farcie d'erreurs policières de ce genre, elle fait, à l'opposé, la part belle aux felquistes, qui vont se faufiler pendant tout l'automne dans des rues infestées de flics et de soldats sans n'être jamais pris en défaut. À ce chapitre, tant Louis Fournier, dans son *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*, que le *Rapport d'enquête sur les événements d'octobre 1970* de l'avocat Jean-François Duchaine se montrent d'une confondante naïveté.

Chez Fournier, l'avant-veille du rapt de Laporte, « Francis Simard se rend rue Armstrong pour vérifier discrètement si la maison est surveillée par les forces de l'ordre. Il n'en est rien. » Simard, arrivant par les champs, s'attendait-il vraiment à tomber sur des bœufs aussi voyants que vaches en pacage ? Une longue voiture noire garée bien en évidence dans la rue, peut-être ? Et pourquoi pas devant la porte ?

De même, pour conclure que la rue Armstrong n'intéressait pas l'escouade antiterroriste avant le 19 octobre, Duchaine s'est fié, essentiellement, aux assurances prodiguées par les felquistes eux-mêmes. Simard : « Tous les faits prouvent que le 5630, Armstrong n'était pas connu, que c'était une maison dans laquelle on fonctionnait avec le maximum de sécurité. [...] La maison de la rue Armstrong, c'est parce que ça faisait longtemps que le FLQ s'en servait. On jugeait nous autres qu'elle était brûlée ; pour nous autres, ça ne voulait pas nécessairement dire qu'elle était connue et ça, j'en suis presque certain. Si elle l'avait été, il y aurait eu des descentes, il y aurait eu des vérifications sur la rue. Parce qu'il y a une surveillance policière sur une rue, c'est facile et ça se fait [*sic*]. » Encore cette vision folklorique d'une flicaille aussi subtile qu'un troupeau d'éléphants dans un magasin de porcelaine. Duchaine a aussi, semble-t-il, posé la question aux policiers, qui lui ont sans doute répondu quelque chose comme : voyons, maître, qu'allez-vous imaginer là ?

Ni lui ni Fournier ne donnent l'impression de s'être questionnés sérieusement sur la validité des conclusions auxquelles étaient arrivées, de leur côté, des équipes de journalistes du *Toronto Star* et de la CBC : le réseau Rose-Lanctôt et son quartier général de la Rive-Sud étaient dans la mire de l'escouade antiterroriste avant octobre 1970.

✱✱

(Avertissement : ce qui suit est une hypothèse ; les lecteurs et lectrices influençables, ou dotés de convictions fragiles, sont invités à lire ce passage comme une fiction.)

Dans la dernière semaine du mois de septembre 1970, des éléments des forces antiterroristes du Québec ont profité de l'absence de Francis Simard et des frères Rose, partis revirer aussi loin qu'au Texas, pour payer une chambre de motel aux occupants de la maison voisine de leur repaire de la rue Armstrong et y aménager, comme pour le chalet de Prévost quatre mois plus tôt, un poste de surveillance rapprochée. Vu que la rue est petite, le coin tranquille, les policiers, pour éviter d'éveiller les soupçons, se sont abstenus d'y installer en façade un petit couple d'agents en civil, comme ils le feront quelques semaines plus tard au-dessus de la prison de James Cross. La discrétion était de mise, quitte à lâcher aux journalistes, plus tard, le ballon des « autres felquistes connus » pour répondre aux inquiétudes des résidents du secteur qui auraient pu être témoins de mouvements suspects dans le voisinage. Le déploiement, à cette occasion, d'un système d'écoute électronique est logique et probable.

Le 13 octobre, Paul Rose, parti livrer un communiqué à Montréal, est l'objet d'une filature policière ouverte. La manœuvre de harcèlement atteint son but et l'aîné des Rose, empêché de retourner rue Armstrong, est forcé d'y abandonner ses trois complices plus jeunes sous une tonne de pression en compagnie d'un otage pas toujours commode. Le 17 octobre au soir, après le départ des derniers occupants du 5630, l'équipe de surveillance tapie à l'adresse voisine transfère tout son matériel, incluant la quincaillerie électronique, à bord d'une remorque et quitte les lieux. Les policiers n'ont pas provoqué la mort de l'otage. Ils ne l'avaient pas prévue. Ils ne l'ont pas empêchée non plus. Ils avaient d'autres intentions.

Dans les heures qui suivent la proclamation de la Loi sur les mesures de guerre, alors que le moindre appartement de prof de cégep gauchiste est mis à sac, comme par miracle, le repaire de la rue Armstrong, ce lieu de réunion d'un noyau de militants radicalisés dont les rencontres, dit-on, n'étaient pas sans attirer l'attention à Saint-Hubert, est épargné par la vague de perquisitions.

✱✱

Je ne savais pas comment terminer cet article.

Allais-je parler de Julien Giguère, l'ancien chef de l'antiterrorisme qui, dans une entrevue radio-canadienne diffusée à l'automne 2010, lorsque le journaliste Guy Gendron lui a demandé pourquoi la CATS avait laissé courir des felquistes connus en octobre 1970, a marmonné une explication embrouillée où il était question de noms ayant été rayés, pour cause de filatures, de la liste des personnes à arrêter

(lesquels? Gendron semble avoir complètement oublié de lui poser la question)? Comment oublier ce Giguère et sa moue de vieux ripou dégueulasse au moment où, quarante ans plus tard, il accusait encore la chanteuse Pauline Julien de crime d'opinion?

Parlerais-je plutôt des confidences de son subordonné, le sergent-détective Masse qui, en 2002, m'affirmait que son cousin Roger, ce type bizarre qui avait livré du poulet barbecue aux ravisseurs de Pierre Laporte le jour même de l'enlèvement, s'intéressait déjà au FLQ cinq jours avant cette livraison, assez pour avoir été présent, par une étonnante coïncidence, à l'ouverture du procès de leurs complices arrêtés à Prévost? Ah, les poulets d'Octobre... Ce brave détective de l'antiterrorisme dont j'ai alors subodoré qu'il me menait en bateau, j'apprends aujourd'hui, sous la plume de l'historien Robert Comeau, qu'il allait ensuite, dans les années 1970, infiltrer les milieux étudiants de l'UQAM sous la couverture d'un ex-flic inscrit en socio.

Alors lequel choisir? Le ripou, le faux livreur, l'infiltrateur? Ni l'un ni l'autre finalement.

Le hasard a voulu que, quelques jours après avoir mis ce que je croyais être le point final à ce texte, je me retrouve en train de sourire pour la photographie en compagnie de Félix Rose, venu présenter son documentaire *Les Rose* à Sherbrooke. Alors que, invité à cette projection spéciale, je me voyais déjà y reprendre mon rôle d'empêcheur-de-célébrer-les-héros-de-la-petite-patrie-en-rond, de celui qui crache dans la soupe aux pois, contre toute attente, j'ai adoré le film. Dès les premières images, j'avais les yeux mouillés. Au cours des deux heures suivantes, j'ai vu se dérouler à l'écran une grande histoire québécoise. Une chronique familiale impossible à démêler de l'Histoire avec une grande hache. Histoire de mémoire, d'enfants devenus des hommes et des femmes aguerris dans le feu de l'action et mûris sous nos yeux, une histoire avec des trous, aussi, avec sa propre logique narrative et ses grands absents dus aux choix du cinéaste : l'armée canadienne, les services secrets, et une police antiterroriste ramenée, pour les besoins du cinéma, à la facile caricature de « gros beu » incarnée par le sergent Lisacek.

Le problème de cette version est aussi ce qui fait sa beauté : c'est une histoire que nous nous racontons entre nous. Le privilège de celui qui raconte est de choisir ses œillères. Mais les magouilles des uns n'invalident pas la bravoure des autres. Après la projection, le réalisateur a dit, au cours d'un échange avec le public, qu'il était conscient que les policiers auraient pu arrêter son père et son oncle bien avant que la crise ne dégénère, mais que les autorités avaient préféré exploiter les événements et infliger un choc psychologique à la population en promulguant la Loi sur les mesures de guerre.

L'écouter, je découvrais avec surprise, et une sorte de soulagement, que sa version de l'histoire n'était pas absolument incompatible avec la mienne. Que les deux vérités, à la fin, pouvaient cohabiter, qu'elles étaient sans doute complémentaires, comme la face éclairée et la face cachée de la lune. Et qu'il ne s'agissait peut-être pas tant de chercher des agents doubles dans le FLQ que de reconnaître que notre histoire, elle aussi, est double. ●

Louis Hamelin est auteur de *La constellation du Lynx* (Boréal).